



Syndicat
national de
l'environnement



Rendez-vous avec François de Rugy - 22 novembre 2018

Face au ministre : défendre le ministère et ses agents !

Dans un « dialogue » d'une heure et demie avec le ministre, nous avons pu mesurer la grande appropriation par le ministre des éléments de doctrine du gouvernement, en se demandant s'il n'est pas, même, un ton au-dessus : moins de réglementation, pas d'intervention dans la gestion ministérielle, les opérateurs privés assument parfois remarquablement les missions de service public... Tout y passe.

Et ce qu'il en ressort, c'est une contradiction profonde, entre la ligne politique qu'il défend, et les principes qu'il prétend avoir pour son ministère.

En préambule la FSU a rappelé ce qu'un ministre de la transition écologique et solidaire représente et ce qu'elle en attend

- Il met en œuvre une politique environnementale ambitieuse, résiliente, sociale, solidaire, avec de vraies décisions qui engagent l'avenir face au dérèglement climatique et l'effondrement de la biodiversité (Ce sur quoi son prédécesseur avait constaté qu'une politique de petits pas ne suffisait pas).
 - Il dispose pour ce faire d'agents convaincus, volontaires.
- Il représente le gouvernement ! Nous avons évoqué le dossier d'actualité (les « gilets jaunes ») sur lequel il est en première ligne avec trois points :
 - la taxation actuelle du carburant n'est pas un instrument de fiscalité environnementale à proprement parler. **La confusion** alimentée par le gouvernement à ce sujet **est un mauvais signal, contre-productif** (suspension taxe poids lourds, « redevances » biodiversité mises au placard) pour la mise en œuvre d'une **vraie fiscalité environnementale** posée dans un cadre lisible de réforme globale de la fiscalité avec des **mesures sociales, incitatives**.
 - La taxation du carburant n'est que l'étincelle qui allume l'incendie. Le malaise prend racine dans le sentiment d'abandon du pays et le déclassement des classes moyennes quand les riches sont toujours plus riches. Si **ce gouvernement** n'est pas seul responsable, il a grandement **accélééré les inégalités et le décrochage !**
 - A force de négliger voire de mépriser les corps intermédiaires (les organisations syndicales, par exemple), on assiste à des explosions de colère de cette nature. **La situation est la même au sein de son ministère où le dialogue social est réduit à sa plus simple expression.**

- Il est le patron ! De près de 70 000 agents, partagés avec la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales. A ce titre, nous attendons de lui :
 - une clarification des missions au service de la transition écologique et solidaire,
 - de la **reconnaissance** (catégorielle, mais pas seulement) **pour ses agents**
 - et qu'il **défende** (rémunération, avancements, ...) **et protège ses personnels** (risques psychosociaux, agressions externes, ...)

Un ministre fort capable de peser dans les arbitrages interministériels, en faveur de ses agents !

Les réponses à nos questions nous ont montré la nécessité de rappeler fortement, face-à-face, le ministre à ses responsabilités.

Florilège de la pensée complexe du ministre

Il faut arrêter avec les restructurations permanentes, MAIS... le seul moyen d'encaisser les baisses d'effectifs c'est de se réorganiser

Il est très sensible à la protection des personnels, MAIS... il ne faut pas oublier que quand les gestes de désespoir sont commis, ce n'est pas forcément à cause du travail

Le ministre affirme qu'il ne faut pas que les préfets aient tous les pouvoirs, MAIS... la houlette du préfet, c'est bien pour la proximité. Quant au pouvoir de dérogation des préfets, sur lequel nous avons attirés l'attention et avons obtenu l'assurance, il y a presque un an, de la vigilance du ministère sur le sujet, pour le ministre De Rugy, c'est bien de pouvoir faire avancer les dossiers, face à « l'empilement » des réglementations.

La fusion AFB-ONCFS est un gros dossier, MAIS... tout n'est pas du niveau ministériel

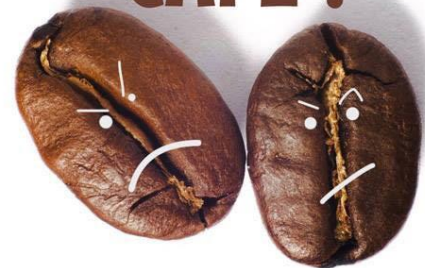
Il faut maintenir le lien entre les politiques nationales et l'échelon local, MAIS... MAIS... ça veut dire quoi concrètement ?

Il ne faut pas rester figé dans nos organisations, MAIS... il ne souhaite pas être « interventionniste » dans la gestion du ministère. D'ailleurs, **sur toutes les questions statutaires c'est Bercy (les ministres Darmanin et Dussopt) qu'il faut voir, et c'est « une bonne chose » d'ailleurs.**

Au moins aura-t-on appris que le transfert complet au privé de la gestion des routes n'était pas sur la table, mais de toute façon c'est Mme Borne qui suit le dossier. Et d'ailleurs en fait toutes les options sont étudiées, « y compris le statu quo ». Trop aimable !

Austérité, précarité ou suppression de postes pour les uns
Favoritisme et primes démesurées pour d'autres !

C'est
FORT
de
CAFÉ !



La FSU mobilisée à tes côtés !

Nous l'avons-alerté sur quelques dossiers symptomatiques

- **des incohérences** (dans le domaine maritime, désarmement de deux vedettes alors que le besoin en contrôle de pêche devrait augmenter de 15 à 20% et que les missions liées aux aires marines protégées seront renforcées) ;
- **de l'absence de dialogue social** (création de l'ANCT dans l'opacité et au pas de charge) ; MAIS de l'aveu du ministre il s'agit d'une manœuvre de l'exécutif pour provoquer une commission paritaire mixte à l'assemblée nationale pour modifier le texte puisqu'il s'agit d'un projet de loi arrivé par le sénat. En conséquence, l'avance rapide en sera considérablement ralentie.
- **des errances de gestion** (gestion scandaleuse des contrats de travail par le conservatoire du littoral),
- **du malaise des agents** (avenir des DIR pour la gestion de la route, perte complète de sens en DDT et en DREAL),

et lui citer pêle-mêle tous les dossiers qui réclament des réponses (laboratoires d'hydrobiologie, ...)

FACE à un ministre qui déclare n'avoir pas de religion ni sur l'utilité de la fonction publique ni sur la nécessité du Statut,

FACE à un ministre qui veut minimiser voire ignorer la difficulté des services et la souffrance des personnels au travail,

LA FSU a réaffirmé haut et fort la réalité du quotidien des personnels et des services, la réalité des territoires confrontés à la désertion des services publics, la réalité d'un Etat qui parle beaucoup et agit peu !

Élections professionnelles 2018

Je choisis mes élu-es
JE VOTE FSU



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**